

UN ACCORD DE PAIX VICTIME DES CONVOITISES Guerre et diamants en Sierra Leone

L'INTERMEDE aura été de courte durée : la paix signée, en juillet 1999, entre le gouvernement de Freetown et les rebelles du Front révolutionnaire uni (RUF) s'est brisée, début mai 2000, avec la capture de 300 casques bleus par la rébellion. L'arrestation de M. Foday Sankoh, chef du RUF, par les Britanniques, le 10 mai, n'a pas mis fin aux affrontements. En effet, la guerre chile a pour toile de fond la lutte sans mere i que se livrent les compagnies minières internationales pour le controle du diamant sierra-léonais.



DANS LES MINES DE DIAMANT DE RAOMA
Le choc brutal de deux alliances rivales

Par Andrés Pérez

On le savait depuis longtemps : l'économie criminelle peut ronger des Etats et des peuples entiers. Mais les récents événements de Sierra Leone ont fourni la preuve qu'elle peut aussi détourner en sa faveur toute une opération de maintien de la paix dirigée par l'Organisation des Nations unies (ONU) et soutenue par les principales puissances étrangères. Plus vaste opération de maintien de la paix de l'ONU dans le monde avec ses 9 000 hommes, la Mission des Nations unies en Sierra Leone (Minusil) devait mettre fin à une horrible guerre civile vieille de dix ans et envoyer un message d'espoir à toute l'Afrique, éclairant la prochaine mission au Congo Kinshasa (1).

Car il ne faut pas se tromper de protagonistes. Même barbares, drogues ou enrégimentés par les seigneurs de guerre, de jeunes hommes "armes et aux abois ne pouvaient seuls mettre à genoux la Minusil. Les Nations unies ont été piégées par quelque chose

d'autre, quelque chose de plus nouveau et tentaculaire : l'affrontement entre deux réseaux rivaux soutenus par des hommes d'affaires qui cherchent à faire main basse sur les ressources minières.

En effet, en refusant de décréter un embargo sur les diamants sierra-léonais, voire une zone d'exclusion économique, comme le demandaient de nombreux experts, le Conseil de sécurité et le "secrétaire général de l'ONU" (2) ont laissé le champ libre à un affrontement mafieux dont leurs soldats sont devenus ~les pions.

D'un côté, le camp rebelle, le Front révolutionnaire uni (RUF), véritable maître du territoire, contrôle la moitié du pays et fait régner l'insécurité sur l'autre moitié, rendant impossible toute activité minière lourde comme celle que voudraient démarrer les petites compagnies («junior companies»). Il s'appuie sur la zone d'influence guerrière et commerciale de M. Charles Taylor, aujourd'hui président du Liberia, aussi appelée « Taylorland » (3). A Monrovia, base arrière de ce dernier, se négocie une bonne partie du diamant de Sierra-Léonais, drainant environ 200 millions de dollars par an «en connexion avec les marchés des armes et de la drogue et du blanchiment d'argent partout en Afrique" et ailleurs (4).

La pierre précieuse arrivée de Sierra Leone devient automatiquement «libérienne ». Ce système profite aux compagnies telles De Beers ou Lazare Kaplan International, car l'extraction artisanale pratiquée en zone rebelle ou milicienne sierra-léonaise, ainsi que la vente par le biais de la contrebande permettent d'acheter au prix bas des pierres en brut qui se comptent parmi les plus parfaites au monde et qui sont négociées ensuite à 270 dollars par carat en moyenne, avant la taille. Les opérateurs qui ont accès à ces pierres peuvent ainsi conserver la plus grande marge de bénéfice (5).

De l'autre côté, les «légitimistes », autour du président Ahmed Tejan Kabbah. Son gouvernement comprend le M. Samuel Hinga Norman, chef de la milice Kamajor, et M. Johnny Paul Koroma, ancien putschiste et tortionnaire, et sa milice. L'Etat ne fournit plus aucun service aux citoyens depuis quinze ans. Pourtant, il bénéficie toujours de la reconnaissance internationale qui lui permet de signer des contrats avec les compagnies minières canadiennes, belges, nord-américaines, britanniques ou sud-africaines. Mètre carré par mètre carré, toute la « Sierra Leone utile » a été hypothéquée sous forme de concessions de diamants, de rutile, de bauxite et d'or, notamment.

Quatre compagnies se taillent la part du lion : Global Exploration Corporation, Rex Mining Corporation, DiamondWorks (BranchEnergy et Branch-Mining) et Sierra Ruttle-Nord-Ressources. Au moins deux de ces compagnies, Rex et DiamondWorks, ont fait valoir leurs concessions en Sierra Leone pour

augmenter leur capitalisation boursière sur le Toronto Stock Exchange en 1999, alors même que la paix n'était pas signée, , "alors même qu'elles ne pouvaient pas mettre un pied sur ees sois contrôlés paT les rebelles. Chacune de ees firmes détient des réseaux d'agents qui leur permettent de maintenir à peu près en état leurs installations.

C'est bien le choc brutal de ees deux alliances rivales qui a brisé tout espoir de paix et changé la nature de la mission de l'ONU, après avoir propagé pendant dix ans une guerre dont la seule victime est la population ctvile et sur- tout les enfants. Et c'est parce que l'enjeu est bien réel et de taille - plus de 1 milliard de dollars annuels de bijoux mis en vente dans les biouteries. Le deuxième gisement de rutile au monde et des dépôts de bauxite pouvant influencer sur les cours-- que l'ancienne puissance coloniale, la Grande-Bretagne, sort des coulisses et déploie sa force militaire pour soutenir l'Etat de Sierra Leone, sans avoir besoin d'utiliser le rideau d fumée des mercenairese de Sandline International, comme elle avait fait jusqu'à présent.

Vu l'enjeu, M Charles Taylor, en mal de reconnaissance,

se voit obligé d'accepter d'être considéré de facto comme responsable de la sécurité des casques bleus pris en otage par les rebelles du RUF au mois de mai 2000.

"The Kalashnikov lifestyle is our business advantage" ("le style de vie kalashnikov est notre avantage comparatif en affaires"), disent les enfants-soldats du RUF. Quand ees gamins armes, doublement frappés par la guerre parce que nés condamnés à vivre en bourreaux et à mourir jeunes, ont vu les casques bleus approcher des zones diamantifères, en mars dernier, ils n'ont pas vu venir des représentants d'une communauté internationale désireuse de superviser leur désarmement et de leur offrir gentiment éducation, santé, protection sociale et travail. Ma^^mcontraire, une faction de plus qui voufeit s'appropriier leur territoire afin de leur ôter la source de leur-richeesse et deTéürvrie, leur enlever l'excitante aventure commerciale et guerrière qu'ils croyaient être en train de vivre grâce au Taylorland.

Dans l'esprit de ces jeunes (7), les casques blus qui portaient le sigle "UN" n'étaient pas différents des mercenaires Gurkhas Security Guars engagés par les compagnies privées en 1994, des hommes d'Executive Outcomes (1996) de ceux de Sandline International (1997) ou des LifeGuards qu'ils tiennent à distance depuis 1998. D'ailleurs, la radio britannique BBC leur avait annoncé en décembre 1999 que les bataillons indiens de casques bleus comptaient s gurkhas appelés à intervenir dans les régions diamantifères. On sait même qu'une réunion s'est tenue en mars 1999 entre des responsables des Nations Unies et des dirigeants de plusieurs armées privées, dont Executive Outcomes, Sandline International et l'israélienne Levdan, afin d'étudier des formules de travail conjoint (8).

Attributions frénétiques de licences

Tout l'accord de paix était sapé à la racine par les opérations des compagnies minières. Dans un premier temps, entre février et juin 1999, alors que l'accord de paix de Lomé entre le RUF et le Gouvernement était en perspective, les petites compagnies se livrent à une bataille rangée pour racheter ou revalider, avec le gouvernement de Freetown, des concessions de diamants sur des territoires qui, en fait, sont toujours sous contrôle rebelle.

Entre février et juin 1999, alors que le sang versé lors de la bataille de janvier à Freetown (6000 morts en deux semaines, si l'on croit les estimations) n'avait pas encore séché, l'hôtel de luxe de la capitale se remplit à nouveau de marchands, à la recherche de lots de diamants pour les revendre à Anvers, Bombay, Tel-Aviv ou Maurice, et de représentants des «junior companies», à la recherche de leurs concessions où, après la fin de la saison des pluies, on peut récolter des diamants avec peu d'infrastructure et d'une main d'œuvre très bon marché. Le Gouvernement fraîchement restauré, en mars 1998, par la Force Ouest-Africaine de Paix (Ecomog) et les mercenaires de Sandline International –sorte de succursale privatisée des services secrets de Sa Majesté-- se met à attribuer et à revalider des concessions à tour de bras.

Nonvelle ruée vers l'or de «junior companies» avides. Ainsi, la société belge Rex Mining a protesté lorsque le Gouv

Gouvernement a attribué ses concessions de la région de Tongo (Sud) à sa concurrente, Branch Energy (enregistrée au paradis de l'île de Man, mais propriété à 100% de la canadienne DiamondWorks), liée organiquement aux mercenaires d'Executive Outcomes. Autre phénomène étrange: des formes de start-up ont poussé à partir du bûcher sierra-léonais. Global Exploration Corp. (GXC), du Thaïlandais Rakesh Saxena (poursuivi dans son pays pour des délits financiers), a affirmé, à la surprise générale, posséder des concessions en cours d'exploitation dans les districts de Kono (est), Tongo et Comboya (Sud). De son côté, le multimilliardaire minier Jean-Raymond Boulle, célèbre surtout pour avoir signé des contrats d'achat de diamants avec M. Laurent-Désiré Kabila avant même que celui-ci en soit chef d'Etat, mettait en ordre de marche ses intérêts dans le rutile à travers sa Sierra Rutile, alliée à Nord Resources.

Cependant, cette reprise et cette attribution frénétique de licences et de contrats n'avaient pas le feu vert du maître du territoire, le caporal Sankoh, alors gouverneur du Taylorland en Sierra Leone. Les accords de paix, signés à Lomé début juillet 1999, vont lever cette hypothèque : ils prévoient le désarmement des belligérants et la tenue d'élections. Il comporte aussi l'amnistié des crimes de guerre commis par tous les camps, y compris les actes extrêmes des hommes de M. Foday Sankoh, tandis que le gâteau minier est partagé entre le RUF et le gouvernement-. L'ONU lance son opération de maintien de la paix, avec déploiement progressif de forces, mais s'abstient de décréter unilatéralement que le territoire qu'il bénéficie tou-

embargo sur les

diamants. M. Foday

•ssance internatio-

Sankoh accepte de s'installer á Freetown en tant que vice-président et chef de la pompeuse

Commission pour la gestión

des ressources

stratégiques, la reconstruction nationale

et le développement.

Fin juillet

1999, les casques bleus démarrent prudemment leur déploiement et, avec la même prudence, commence le retrait des forces du Nigeria. MTM Madeleine Albright, la secré

taire d'Etat américaine, Mme Madeleine Albright, en visite à Freetown, promet 55 millions de dollars en crédits si les engagements dde paix sont respectés.

A la surprise générale, M. Sankoh prend au sérieux son poste et exige une révision effective de toutes les licences attribuées et le contrôle es nouvelles négociations avec les compagnies étragères. Bien évidemment, il prêche dans le désert que lui-m[^]me a créé autour de lui avec des massacres:aucun haut-fonctionnaire de Freetown en donne corps à sa commission, et la Minusil lui est entièrement hostile. Au même moment, le Conseil de Sécurité décide d'augmenter les contingents de casques bleus et d'envoyer trois bataillons prendre le contrôle de la région des diamants. On s'achemine vers une force de 13.000 soldats. L'escalade verbale qui suivra entre M. Sankoh et M. Kofi Annan est d'une étonnante virulence pour un secrétaire général des Nations Unies.

La situation se dégrade rapidement à l'automne 1999. Le chef du RUF constate que sa commission est une coquille vide, qui en se réunit même pas. Il se rend aussi compte qu'il en peut contrôler ses troupes depuis Freetown. D'autres hommes forts, tel M. Norman, montent en puissance. Quand M. Sankoh constate que la Minusil va véritablement déployer des Casques Bleus dans son fief, il préfère casser le jeu et replonger dans la brousse. Mais le Taylorland sait lâcher un de ses "gouverneurs" quan ils en sont plus utiles. Il est capturé par des soldats du Royaume-Uni. La crise des casques bleus pris en otage, le déploiement britannique et la capture théâtrale du chef ex-rebelle auront servi d'écran pour occulter d'autres réalités.